

[Text]

health and the education budget. I think it should be part of a new social dialogue, a new social conditionality, because conditionality so far has been very much economic, as you indicated, very technocratic.

Are you going to change the pricing of your energy or your utilities? Are you going to change your interest rate structure? Conditionality in terms of people has not been discussed in that fashion, which is now increasingly being called social conditionality.

That also links up with your second question about IMF conditionality. There's nothing wrong with the IMF's telling the developing countries, you have to balance your budgets, you can't continue to borrow so much. Nobody can live beyond his means forever. When I was finance minister they made that argument, and they're perfectly right. But then what happens? IMF has not been concerned about whether budgets are balanced by cutting down education and health expenditure or whether budgets are balanced by cutting down military expenditure. It makes a tremendous difference which route these countries follow.

Normally they cut down the expenditure for the poor and for the weak and the vulnerable, because they're weak constituencies politically in the country. They didn't defend them from inside and the IMF did not defend them from outside. And food subsidies were cut ahead of subsidies to the military. Education and health were cut ahead of inefficient, corrupt public enterprises. Budgets were balanced by unbalancing the lives of future generations, which is not much of a gain.

I will give you one example. When I was negotiating with the IMF, they came and asked me to cut down—very little food subsidy would help the poor at least to survive. They said, cut it down. I said, look, in the United States or in Canada or in Europe social security payments are normally 15% of the GNP. Our food subsidy is not even 1% of the GNP. You want me to cut that down, which is the only transfer of resources we make to the poor people. What about military establishments?

The IMF said, Mr. Minister, you are under martial law. President Zia is a general. How can we take up this dialogue?

So I said, listen, we are having trouble enough. I'm trying to take it up in the cabinet. If you don't do it, and you're not going to be executed for it, who will do it? At least raise the issue. You ask Mr. Camdessus. . . At that time it was 1988. I said, at least raise the issue of military debts in Pakistan. You are putting a ceiling on my development debts but not on military debts. At least ask them for information about military debts.

[Translation]

leurs affaires, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils augmenteront le budget de la santé et de l'éducation. Je pense que ces aspects devraient être intégrés à un nouveau dialogue social, qu'il faudrait imposer une nouvelle condition sociale car, jusqu'à présent, les conditions ont été essentiellement d'ordre économique, comme vous l'avez dit, d'ordre technocratique.

Faut-il changer le prix de l'énergie et des services publics? Faut-il modifier la structure des taux d'intérêt? Jusqu'à présent, on n'a pas posé ce genre de questions à l'égard de la société, ce que l'on appelle de plus en plus les conditions sociales.

Ceci m'amène à votre deuxième question sur les conditions imposées par le FMI. Il n'y a rien de mal à ce que le FMI dise aux pays en développement qu'ils doivent équilibrer leurs budgets et qu'ils ne peuvent pas continuer à emprunter autant. Nul ne peut continuer à vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens. Quand j'étais ministre des Finances, on me l'a dit et on avait parfaitement raison. Le problème c'est la façon dont on procède. Le FMI n'a pas cherché à savoir si on équilibrerait les budgets en sabrant dans les dépenses d'enseignement et de santé ou en réduisant les dépenses militaires. Or, c'est un choix qui fait une différence énorme pour ces pays.

En général, on coupe dans les dépenses au profit des gens qui sont pauvres, faibles et vulnérables car ces gens-là ne pèsent pas grand-chose sur le plan politique. Ils n'ont pas de défenseurs à l'intérieur et le FMI ne les a pas défendus de l'extérieur. On leur coupe l'aide alimentaire avant de couper dans l'aide militaire. On sabre dans l'enseignement et dans la santé avant de s'en prendre à des entreprises publiques inefficaces et corrompues. On équilibre les budgets en déséquilibrant la vie des générations futures, ce qui n'est guère brillant.

Je vais vous donner un exemple. Quand je négociais avec les représentants du FMI, ils m'ont dit de faire des coupures, alors que des subventions alimentaires minimales nous permettaient au moins d'assurer la survie des pauvres. Ils nous ont dit de réduire ces dépenses. J'ai répondu qu'aux États-Unis, au Canada ou en Europe, la sécurité sociale représentait normalement 15 p. 100 du PNB. Nos subventions alimentaires ne représentaient même pas 1 p. 100 du PNB. Je leur ai dit: vous voulez que je réduise ces dépenses qui constituent le seul transfert de ressources au profit des pauvres. Pourquoi ne pas réduire le budget militaire?

Ces représentants du FMI m'ont dit: monsieur le ministre, la loi martiale est en vigueur dans votre pays. Le président Zia est un général. Comment voulez-vous que nous lui en parlions?

Je leur ai répondu: écoutez, nous avons déjà assez d'ennuis. Je vais soulever la question au Cabinet. Mais si vous ne la soulevez pas vous-mêmes, et personne ne va vous fusiller si vous le faites, qui d'autre le fera? Posez au moins la question. Demandez à M. Camdessus. . . C'était en 1988. Je leur ai dit: Soulevez au moins la question des dettes militaires au Pakistan. Vous voulez plafonner la dette du développement mais pas la dette militaire. Demandez-leur au moins des précisions sur la dette militaire.